

RECENSEMENT DES ÉVACUATIONS FORCÉES DE LIEUX DE VIE OCCUPÉS PAR DES ROMS (OU DES PERSONNES DÉSIGNÉES COMME TELLES) EN FRANCE

(1^{er} semestre année 2015)

1. Résumé

150 personnes expulsées par semaine par les autorités !

Leur inutilité est admise par tous, leur injustice est dénoncée par les instances internationales, leur indignité reste une tâche honteuse dans l'histoire de ce gouvernement, mais rien ne fait dévier les autorités de leur politique de rejet de ces populations stigmatisées.

Durant le 1^{er} semestre 2015, 3 947 personnes se sont faites évacuées de force par les autorités de 37 lieux de vie. 110 ont dû quitter 2 lieux de vie faisant suite à un incendie. Ces chiffres restent très élevés puisqu'ils correspondent à une moyenne de plus de 150 personnes évacuées par les autorités par semaine.

Il y eut 22 évacuations forcées faisant suite à une assignation par les propriétaires des terrains ou des squats devant les tribunaux, 14 faisant suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la mairie ou le préfet et un abandon de bidonville par les personnes elles-mêmes, sous la menace d'une évacuation forcée imminente. Sur les 37 évacuations effectuées par les autorités, des solutions d'hébergement temporaires n'ont été proposées que 13 fois. À la suite des 24 autres évacuations, les familles ont été tout simplement mises à la rue par les forces de l'ordre. Sur les 2 évacuations faisant suite à un incendie, une solution d'hébergement d'urgence a été mise en place une fois.

La région Ile-de-France continue de concentrer 65 % des personnes évacuées.

Tous les observateurs confirment que la circulaire du 26 août 2012 n'est pas appliquée et reste lettre morte dans la très grande majorité des évacuations.

Pourtant, le 18 mai 2015, le Premier ministre affirmait encore : « *Et en même temps il faut démanteler ces campements qui représentent un vrai danger pour ces populations, pour les enfants, qui vivent souvent dans des conditions sanitaires qui sont insupportables.* »¹

Les faits contredisent ces affirmations. Les biens sont souvent confisqués et rien n'est prévu pour les habitants : « *On n'a plus de caravanes ! Je ne sais pas si je vais récupérer la mienne, on n'a plus de carte grise. Où partir ? Où vais-je dormir avec mon bébé ce soir ? Dans la rue ?* », s'inquiète Roxana, 19 ans. Solenda, 10 ans, s'interroge : « *On va où à l'école maintenant ?* »²

Au cours du premier trimestre, le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, M. Muižnieks, a dénoncé cette situation : « *Les Roms migrants continuent d'être ciblés et stigmatisés par certains discours de haine émanant d'acteurs politiques au niveau local et national et par une attention médiatique démesurée, parfois malveillante... Le Commissaire est très préoccupé par les violences subies par les Roms migrants commises par des particuliers et parfois même par des membres des forces de police... Il prie instamment les autorités de mettre un terme sans délai aux*

¹ « Roms : Valls juge nécessaire de "démanteler" les campements », *Libération*, 18 mai 2015.

² « Hellemmes, évacuation d'un camp de Roms chemin Napoléon », *Nord Eclair*, 3 juin 2015.

évacuations forcées de terrains occupés illégalement non assorties de solutions durables de relogement pour tous les occupants de ces terrains. »³

Durant le deuxième trimestre, c'est le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (Cerd) de l'ONU qui s'est dit « *préoccupé par :*

- a) la stigmatisation croissante des Roms par le discours de haine raciale y compris par des élus politiques, l'exclusion et le renforcement des stéréotypes à leur égard ;*
- b) des atteintes incessantes et répétées à leur droit au logement caractérisées par les évacuations forcées de campements où vivent les Roms sans offrir, dans un grand nombre de cas, de solutions alternatives de relogement ;*
- c) des violences répétées par des personnes privées et l'usage excessif de la force par la police lors d'évacuations forcées de campements ; [...] »⁴.*

« *Cette situation est intolérable et ne peut perdurer !* », selon Françoise Dumont, présidente de la LDH.

Nous continuons à préconiser la suspension des expulsions systématiques, la sécurisation des bidonvilles, la mise en place de solutions adaptées pour l'insertion des familles à travers le droit commun et ceci avant toute expulsion, pour toutes les familles et sur tout le territoire. Le suivi de ces politiques devrait être organisé dans le cadre d'un dialogue permanent entre les autorités territoriales et les acteurs publics et associatifs locaux et actifs sur le terrain. Un dialogue équivalent devrait être instauré dans le cadre d'un suivi au niveau national entre les autorités nationales et les acteurs publics et associatifs nationaux concernés.

Remarque :

Ce recensement est le fruit d'un travail commun entre la Ligue des droits de l'Homme (LDH) et le European Roma Rights Centre (ERRC). Sans avoir la prétention à l'exhaustivité de la situation étant donné le manque de données officielles disponibles, ce recensement voudrait cependant en être l'expression la plus objective possible.

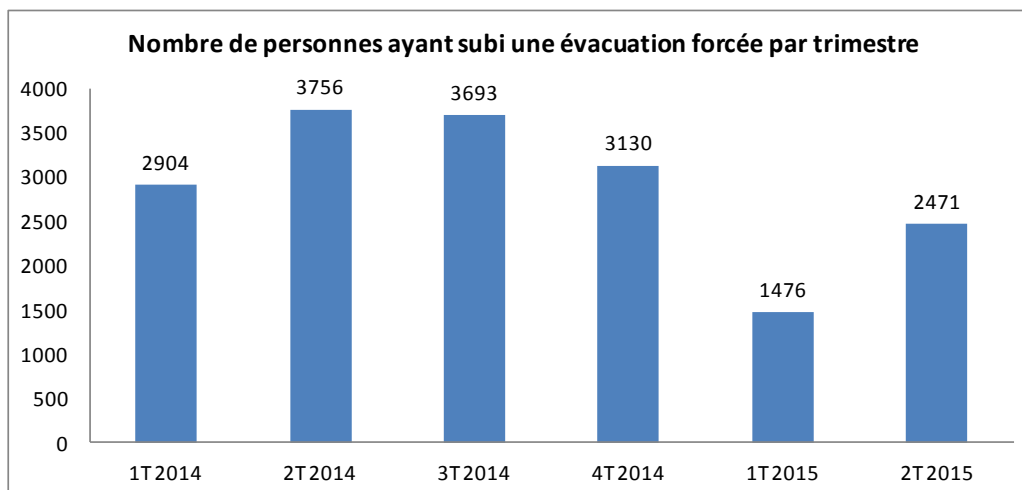
³ « Rapport de Nils Muižnieks », Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, suite à sa visite en France du 22 au 26 septembre 2014.

⁴ « Observations finales concernant les vingtième et vingt-et-unième rapports périodiques de la France », CERD/C/FRA/CO/20-21, 15 mai 2015.

2. Évolutions par rapport aux périodes précédentes

Les tableaux suivants détaillent les différents nombres recensés et leurs évolutions.

Cette analyse montre que le nombre de personnes évacuées durant le 1^{er} semestre de l'année 2015 a certes baissé, mais reste à un niveau très élevé.



	nbr d'évac. par les autorités	nombre d'incendies	nbr de lieux évacués	Solutions partielles de relogement	Evacués par les autorités	Evacués suite aux incendies ou autres	Nbr de personnes
1T2014	27	9	36	17	2904	524	3428
2T2014	38	2	40	18	3756	51	3807
3T2014	41	2	43	21	3693	74	3767
4T2014	32	4	36	15	3130	317	3447
Grand Total	138	17	155	71	13483	966	14449
1T2015	16	2	18	7	1476	110	1586
2T2015	21	0	21	6	2471	0	2471
Grand Total	37	2	39	13	3947	110	4057

Note : Ces estimations **n'incluent pas** les éloignements du territoire faisant suite à une décision administrative ni les rapatriements par charter de l'OFII.

3. Répartition régionale et départementale en Ile de France

L'Ile de France, avec 65 % du total, est la région où le plus de personnes ont été évacuées par les autorités. Elle est suivie par les régions des Pays de Loire (11 %), Rhône-Alpes (8 %), Aquitaine (7 %) et Nord-Pas-de-Calais (7 %).

Par rapport aux périodes précédentes, il faut noter que les Pays-de-Loire sont la deuxième région d'expulsion alors que cette région était précédemment plus calme. A contrario, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a disparu du classement pour cette période. Ceci correspond aux politiques locales plus ou moins apaisantes qui y sont développées.

En Ile de France, 30 % des personnes évacuées l'ont été en Seine-et-Marne, 28 % en Seine-St-Denis, 28 % dans le Val-d'Oise et 14 % dans le Val-de-Marne.

4. Harcèlements, rejets, mises en péril, menaces

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive et ne donne que quelques exemples des faits de violence durant le 1^{er} trimestre 2015.

Durant le premier trimestre :

- Début janvier, le maire de Champlan a refusé d'inhumer un enfant rom dans le cimetière de la commune⁵.
- « *Le premier janvier, Francesca, un bébé rom âgé de deux mois, mourait dans les bras de sa mère, à la gare Lille-Flandres. La cause du décès n'a pas encore pu être établie. Mais au-delà de ça, ce qui gêne les défenseurs de la communauté rom, c'est la manière dont le nourrisson a perdu la vie : dans la rue.* »⁶
- Le 8 février un bidonville de Roms a été attaqué par des hommes armés, des policiers de la BAC selon un témoignage publié par Mediapart.⁷
- La Mairie de Limeil-Brévannes a lancé une pétition auprès de la population de la commune pour demander l'évacuation d'un bidonville installé près d'un nouveau quartier. La pétition est intitulée : « *Pour que la Préfecture évacue le campement de Roms, je défends ma qualité de vie* »⁸.
- Ce qui était distribué dans un tract (un parmi d'autres) lors des élections départementales démontre une montée de l'anti-tsiganisme : « *Insécurité, cambriolages, incivilités nuisent à la tranquillité des quartiers. Nous nous engageons à stopper l'extension de la zone de sédentarisation des gens du voyage rue Croix Léonardoux et aux alentours. Nous nous engageons à lutter contre la naissance de nouvelles zones de non-droit.* »⁹

Durant le deuxième trimestre :

- « *La Métropole a fait creuser une tranchée de deux mètres de profondeur et de largeur le long d'un campement de Roms sur la commune de Saint-Priest, dans la banlieue Est de Lyon* »¹⁰, créant de facto un véritable ghetto.
- « *Des syndicalistes des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) ont décidé de « soulever la question des odeurs sur la ligne de bus numéro 9 ». Ils réclament des mesures discriminatoires par la mise en place d'une « navette spéciale ». Ces propos font écho au comportement de certains conducteurs de bus qui refusent de marquer des arrêts ou de laisser*

⁵ *Roms: le maire de Champlan est un récidiviste*, Carine Fouteau et Ellen Salvi, article publié le mardi 6 janvier 2015, Mediapart

⁶ *Mort du bébé rom, début janvier à Lille : une pilule qui a encore du mal à passer*, 8 janvier 2015, Clément Landouzy, La Croix du Nord

⁷ *Camp de Roms attaqué de nuit par des hommes armés : les policiers de la BAC tirent sur les victimes*, 9 février 2015, Tieri Briet, Mediapart

⁸ *La maire de Limeil lance une pétition pour évacuer le bidonville de Roms*, C. Dubois, 94.citoyens.com, 25 février

⁹ *Tract de l'UMP, l'UDI, le Mouvement Démocrate et le CNIP, Élections départementales du 22 et 29 mars 2015, Canton de Clermont-Ferrand 2*, Communiqué de la fédération départementale de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) du Puy-de-Dôme

¹⁰ *Roms : une tranchée de deux mètres de haut creusée le long d'un campement à Saint-Priest*, 9 avril 2015, Rue89 Lyon

monter certains enfants vivant en bidonville qui se rendent à l'école le matin. »¹¹. Devant le tollé des réactions, l'initiative a été abandonnée.

- Selon une étude réalisée à l'Université Paris 13, Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS), « *le cas des « jeunes filles roumaines » – repérées et nommées ainsi par les professionnels de la justice des mineurs – est apparu comme un cas limite. Échappant aux schémas genrés qui président habituellement à la justice des mineurs, ces jeunes filles sont largement pénalisées et connaissent fréquemment la prison pour de simples vols. On peut avancer qu'elles subissent un traitement judiciaire d'exception, révélateur des discriminations multiples vécues par les Roms sur le territoire français.* »¹²
- À Haubourdin (59), la municipalité a versé du lisier sur le bidonville de Busignies pour chasser les Roms qui l'occupent.¹³
- A Sète (34), au bidonville de Mas Coulet, en avril 2015, « *la police de l'air et des frontières multiplie les contrôles des Roumains en situation irrégulière et distribue des OQTF (obligation de quitter le territoire français) à tour de bras* ». Paradoxalement, le Mas Coulet est aussi le lieu où est né dans une caravane Ricardo Baliardo (Manitas de Plata).¹⁴
- « *A la demande de la ville de Mouscron (Belgique), la commune de Wattrelos va ériger un mur de deux mètres de haut pour séparer le village d'Herseaux Ballons (Belgique) d'une aire d'accueil pour les gens du voyage aménagée sur le territoire français.* »¹⁵ Il semblerait que les protagonistes aient retiré le projet après la vague de protestation générée.
- Des tensions avec les riverains apparaissent quand ils se réjouissent de l'évacuation du bidonville d'Argenteuil (95) le 4 mai 2015, ou quand ils bloquent l'accès des entrées de leurs communes à des caravanes évacuées à Saint-Herblain (44) le 29 avril 2015.
- Le Premier ministre continue à affirmer que « *la circulaire était appliquée pour qu'il y ait un diagnostic social avant le démantèlement de tout campement* » et que les démantèlements de camp doivent continuer¹⁶.
- Un enfant de 4 ans est décédé dans un incendie du camp du carrefour Pasteur à Lille le 8 juin¹⁷.
- « *Une petite fille de 5 ans est morte dans l'incendie d'un camp rom à Carrières-sous-Poissy, dans les Yvelines.* » Le 7 juin 2015¹⁸.

¹¹ Communiqué de presse cosigné par : ATD Quart-Monde, La Cimade LR, Eglise protestante unie de Montpellier agglomération, Fondation Abbé Pierre, Ligue des droits de l'homme, Médecins du Monde LR, MRAP, 10 avril 2015

¹² « *Aux frontières de l'Europe, les jungles* », *Les jeunes Roumaines sont des garçons comme les autres*, Arthur Vuattoux, Article extrait du Plein droit n° 104, mars 2015

¹³ *Haubourdin: la municipalité déverse du lisier sur le campement de Roms de Busignies*, La Voix du Nord, 16 avril 2015

¹⁴ *Mas Coulet, la chasse aux Roms est ouverte*, la Marseillaise, Emmanuelle Stange, 23 avril 2015

¹⁵ *Un mur anti-Gens du voyage et Roms entre Wattrelos et Mouscron*, FR3 Nord Pas de Calais, 16 mai 2015

¹⁶ *Roms : Valls juge nécessaire de « démanteler » les campements*, Libération, 18 mai 2015

¹⁷ *La Madeleine, incendie dans un camp rom : un enfant décédé*, FR3 Nord Pas-de-Calais, 8 juin 2015

¹⁸ *Une enfant de cinq ans meurt dans l'incendie d'un camp rom*, Marie Piquemal, Libération, 7 juin 2015



5. Résultats détaillés pour le 1^{er} trimestre 2015

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2015)															
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause				Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Motif		Source/Réaction
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr			Arreté Préfet / Maire / 48h flagrance	jugement TGI ou TA	
110 rue de la Basse Ile	Rezé	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	14-janv.	1T2015	15	15	1					1		Ouest France 14 janvier
Allée des Acacias	Mérignac	Gironde	Aquitaine	22-janv.	1T2015	140	140	1					1		Sudouest 26 janvier
Bois de la Grange	Noisiel	Seine-et-Marne	Ile-de-France	27-janv.	1T2015	60	60	1			1		1		Le Parisien 27 janvier
Avenue Forestière	Noisiel	Seine-et-Marne	Ile-de-France	27-janv.	1T2015	60	60	1			1		1		Le Parisien 27 janvier
Proximité Crématorium	Cannes	Alpes Maritimes	PACA	27-janv.	1T2015	10	10	1					1		Nicematin 27 janvier
locaux de la Semam	Chelles	Seine-et-Marne	Ile-de-France	27-janv.	1T2015	80			80	1					La Mame 4 février
Route de St Gilles	Caisargues	Gard	Languedoc-Roussillon	29-janv.	1T2015	40	40	1				1			France Bleu 29 janvier
Parc d'activités	Mareuil-lès-Meaux	Seine-et-Marne	Ile-de-France	12-févr.	1T2015	50	50	1			1				La Mame 12 février
Petit camp le long du rail	Bobigny	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	17-févr.	1T2015	20	20	1					1		Plateforme 93
Route de Malnoux	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	18-févr.	1T2015	20	20	1					1		Col Val Maubuée
125 rue Jean-Durand	Stains	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	24-févr.	1T2015	185	185	1			1		1		FR3 24 février
Zone A1-Est entrepôt	Seclin	Nord	Nord-Pas-de-Calais	24-févr.	1T2015	160	160	1					1		La Voix du Nord 24 fév.
18 route de la Courmeuve	Ris-Orangis	Essonne	Ile-de-France	27-févr.	1T2015	30			30	1					Le Parisien 27 février
Camp du Bout du Monde	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	3-mars	1T2015	300	300	1					1		ERRC Rومهurope
Camp de Couteaux	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	3-mars	1T2015	60	60	1					1		Col Val Maubuée
Ch. Du Hameau du Cornillon	Roubaix	Nord	Nord-Pas-de-Calais	3-mars	1T2015	16	16	1						1	Nord Eclair 4 mars
22 rue Félix-Nadar	Saint-Denis	Seine-Saint-Denis	Ile-de-France	30-mars	1T2015	200	200	1					1		ERRC 2 avril
1er trimestre 2015	Mérignac	Gironde	Aquitaine	31-mars	1T2015	140	140	1					1		Sudouest 31 mars
						1586	1476	16	110	2	0	7	5	10	1

6. Résultats détaillés pour le 2^e trimestre 2015

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2015)															
Adresse ou lieu-dit	Commune(s)	Dpt	Région	Date	Trim	Nombre Nbr total de personnes évacuées	Expulsés pour cause				Présence OFII ou PAF (1=oui)	Sol. de relog. (1=partielle)	Motif		Source/Réaction
							Nbr de personnes évacuées par les autorités	nbr	Nbr de personnes évacuées suite à incendies ou autres	nbr			Arreté Préfet / Maire / 48h flagrance	jugement TGI ou TA	
Viaduc du Croult	Goussainville	Val-d'Oise	Ile-de-France	30-mars	2T2015	300	300	1					1		Le Parisien 7 avril
Société Montoit	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	31-mars	2T2015	60	60	1					1		Col Val Maubuée
Bois de la Grange	Noisiel	Seine-et-Marne	Ile-de-France	01-avr	2T2015	30	30	1					1		Col Val Maubuée
Cours d'Herbouville	Lyon	Rhône	Rhône-Alpes	10-avr.	2T2015	60	60	1					1		Rue89 Lyon 10 avril
Collège Chanteraine	Sarcelles	Val-d'Oise	Ile-de-France	13-avr	2T2015	214	214	1			1		1		Le Parisien 13 avril
Bvd Yves Farges	Gerland	Rhône	Rhône-Alpes	14-avr.	2T2015	50	50	1					1		Le Progrès 16 avril
Route de la Malnoux	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	16-avr.	2T2015	150	150	1					1		Col Val Maubuée
Av Franklin Roosevelt	Bron	Rhône	Rhône-Alpes	16-avr.	2T2015	200	200	1					1		Rue89 Lyon 16 avril
Tougas	Saint-Herblain	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	29-avr	2T2015	360	360	1					1		FR3 29 avril
Petite Foret	Strasbourg	Bas-Rhin	Alsace	29-avr	2T2015	20	20	1					1		Mediapart 29 avril
JJ Bosc	Bègles	Gironde	Aquitaine	29-avr	2T2015	5	5	1				1			Sudouest 2 mai
rues Ferdinand Berthoud	Argenteuil	Val-d'Oise	Ile-de-France	04-mai	2T2015	200	200	1					1		Le Parisien 4 mai
Société Progal	Pringy	Seine-et-Marne	Ile-de-France	06-mai	2T2015	62	62	1			1		1		La République 13 mai
Quartier Chaft	Valence	Drome	Rhône-Alpes	27-mai	2T2015	10	10	1					1		Le Dauphiné 27 mai
Chemin Napoléon	Hellemmes	Nord	Nord-Pas-de-Calais	03-juin	2T2015	90	90	1					1		Nord Eclair 3 juin
Petite Foret	Strasbourg	Bas-Rhin	Alsace	01-juin	2T2015	50	50	1					1		Rue89 Strasbourg 11 juin
Les temps durables	Liméil-Brévannes	Val-de-Marne	Ile-de-France	09-juin	2T2015	150	150	1					1		Le Parisien 9 juin
rue Ambroise Croizat	Villejuif	Val-de-Marne	Ile-de-France	10-juin	2T2015	10	10	1				1			N. Gandais 10 juin
Route de Malnoux	Champs-sur-Marne	Seine-et-Marne	Ile-de-France	16-juin	2T2015	200	200	1					1		Col Val Maubuée
Quartier du Port	Ivy-sur-Seine	Val-de-Marne	Ile-de-France	25-juin	2T2015	200	200	1					1		Le Parisien 25 juin
Route d'Italie	Nantes	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	30-juin	2T2015	50	50	1					1		Rومهurope Nantes
2^e trimestre 2015						2471	2471	21	0	0	0	6	9	12	0

Annexe 1

1. Description des données prises en compte dans l'étude

L'étude a recensé la dénomination du lieu de vie, la commune, le nombre de personnes expulsées, les causes de l'évacuation forcée, les propositions de relogement, les bases légales de l'évacuation (procédure d'expulsion initiée par le propriétaire du lieu de vie ou arrêté pris par le maire ou le préfet) ainsi que les sources de l'information dans chacun des cas.

Chaque évacuation est caractérisée de la manière la plus complète et seules les informations vérifiables obtenues de sources fiables, mentionnées ci-dessous, sont comptabilisées.

2. Définitions

Le vocabulaire doit être précisé : un terrain est évacué et une personne expulsée. En droit, on parle d'évacuation d'un terrain, d'un bâtiment lorsque la mesure vise le lieu, et d'expulsion lorsque la mesure vise la ou les personnes. D'autre part, le terme « lieu de vie » désigne l'endroit où vivent les personnes, cet endroit pouvant être un bidonville, un squat, un hangar désaffecté... ou une caravane en état ou non de marche. La dénomination du lieu de vie est celle de l'endroit mentionné dans la source, par exemple « le Hanul ». L'adresse est évidemment notée quand c'est possible.

La commune est celle sur laquelle le lieu de vie existe. Les cas sont fréquents où le lieu de vie chevauche plusieurs communes, par exemple Noisy-le-Grand/Bry-sur-Marne. Ces cas prêtent souvent à confusion : plusieurs rapports d'apparence différente concernent en fait le même lieu de vie. Une attention particulière a été portée à ce point afin de garantir l'information.

La date est celle du jour où a eu lieu l'évacuation forcée.

Le nombre de personnes est celui mentionné dans la source.

L'expulsion forcée peut résulter d'un arrêté d'expulsion pour occupation illégale ou insalubrité du lieu de vie, ou d'un accident (incendie). Plusieurs causes peuvent se cumuler. Par exemple, à Massy (Essonne) en 2010, il y eut : distributions d'OQTF, incendie, arrêté d'expulsion, enfermement, retours ARH et retours forcés, et destruction de ce qui restait du lieu de vie par les autorités communales.

Quand des propositions de relogements sont mentionnées dans la source, elles figurent au tableau. Elles sont généralement partielles, car, dans la majorité des cas, elles séparent les familles et sont destinées uniquement aux femmes accompagnées d'enfants en bas âge dans un hébergement d'urgence pour quelques jours. Pour cette raison, elles sont très souvent refusées par les personnes concernées.

L'origine des décisions justifiant les évacuations est comptabilisée. Elles peuvent être prises par un Tribunal (d'instance, de grande instance, administratif, une cour d'appel), ou suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par une Mairie ou un Préfet. Le nombre de départ ne faisant pas suite à l'usage de la force est aussi recensé. Ces départs font généralement suite à un harcèlement et des menaces policières.

La source est l'origine de l'information. Le même événement peut être décrit dans plusieurs sources. Chaque source est référencée. Seules les plus fiables et les plus précises ont été retenues : articles de presse et média, communiqués de presse, témoignages directs diffusés ou transmis par une ONG.